

SAID SADI A PROPOS DU 3^e CONGRES DU RCD

Un message fort pour l'Algérie républicaine et démocratique

Le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) s'apprête, à dix-huit ans d'âge, à vivre un véritable tournant : la tenue d'un congrès, le troisième à la mesure de ses ambitions.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - "Ce congrès ne sera pas qu'un simple rendez-vous organique", tranche d'ailleurs Saïd Sadi évoquant donc ce troisième congrès prévu pour ce week-end les jeudi 8 et vendredi 9 février à la coupole du complexe olympique Mohamed-Boudiaf à Alger. Un rendez-vous qui coïncide, par ailleurs, avec le 18^e anniversaire du parti créé le 10 février 1989. L'un des rares

partis politiques à faire face à la folie meurtrière du terrorisme islamiste et à la terreur, tant sécuritaire que politique que faisait régner l'ex-FIS sur le pays, le RCD n'a pas non plus été épargné par le pouvoir précurseur de tous les grands débats dans le pays (réforme de l'école, le code de la famille, la laïcité, le rééchelonnement, la résistance armée face au terrorisme, etc.). Le parti de Saïd Sadi subit, depuis l'éclate-

ment des événements de Kabylie et son retrait du gouvernement, une véritable censure d'Etat. C'est sur ce point essentiellement que Saïd Sadi a insisté hier vendredi au centre culturel d'El-Biar à Alger où eut lieu le pré-congrès des wilayas du Centre (Alger, Blida, Tipasa, Médéa, Djelfa, Ain-Deïfla, Chlef et M'sila). "Le RCD est victime de la censure dans les médias publics. Et certains ont ressenti cela comme une absence du parti (...). Le RCD reste le tableau de bord du combat démocratique en Algérie et c'est pour

cela qu'il y a une véritable inquiétude quand les gens ne voient pas le RCD sur la scène." Or, poursuivra le président du parti, "nous avons fait beaucoup de choses pendant que certains étaient démissionnaires". Demeuré le seul parti politique en Algérie à "oser" encore s'opposer à Boutefflika après le 8 avril 2004, le RCD verra d'ailleurs son président aborder "l'affaire Khalifa" en ces termes crus : "J'ai une liste de hauts responsables du pays impliqués dans l'affaire Khalifa mais qui ne sont pas convoqués (au procès de

Blida, ndr). Je n'ai vu aucun de ces gens-là se présenter à la barre." Ce qui lui fait dire tout de suite après : "Cette manière brutale et opaque avec laquelle on gère l'affaire Khalifa nous renvoie de façon générale au mode de gestion des affaires publiques où les règlements de comptes priment parfois sur tout." Parlant du 3^e congrès, Saïd Sadi dira que ce rendez-vous constituera "un message fort pour l'Algérie républicaine et démocratique". Et le parti a mis les gros moyens pour ce

faire comme en atteste le nombre de congressistes attendus, pas moins de 2200 délégués qui viendront des 48 wilayas ainsi que de l'émigration. Des invités de marque sont également attendus parmi les étrangers. Y seront présents en effet des représentants de l'UMP, du PS, de l'UDF et du PC, pour la France, de l'ensemble des partis démocratiques marocains, du RCD tunisien, du Fatah palestinien pour ne citer que ceux-là.

K. A.

SAID SADI DEVANT LES DELEGUES AU PRE-CONGRES DE WILAYA DU RCD

"Le pays est dans une impasse politique grave"

"Le pays est dans une impasse politique grave", a estimé Saïd Sadi devant quelque 400 délégués de la base militante du RCD des wilayas de Tizi-Ouzou, Bouïra et Boumerdès réunis, jeudi dernier, à l'école hôtelière de Tizi-Ouzou, dans la perspective de la tenue du troisième congrès du parti les 8 et 9 février prochains.

Saïd Aït-Mébarek - Tizi-Ouzou (Le Soir) - C'est sur le thème de l'adversité et d'épreuves chargées "de complot, de censure, de verrouillage médiatique..." auxquelles a fait face le parti comme le soulignera avant lui un cadre du parti en ouverture des travaux du pré-congrès, que Saïd Sadi enclenchera son discours, insistant, à son tour, sur "les difficultés que nous avons dû affronter pour garder au parti sa cohérence et ses orientations." Et d'avoir triomphé, selon lui, de ces épreuves qu'il nomme par "la tension, l'arbitraire, l'injustice, la corruption qui s'est abattue, particulièrement, sur la Kabylie", constitue un motif de satisfaction aux yeux du président du RCD. "Arriver dans ces conditions à un 3^e congrès est une victoire en soi", dira Saïd Sadi qui n'a pas manqué de tracer un clivage entre "les militants qui n'ont jamais renoncé à leur engagement" et ceux "parmi nous qui ont dérapé et qui ont cédé à la cupidité et à la corruption." Ce genre de "dérapage", de déviation que le leader du RCD jure de "ne plus

accepter dans les rangs du parti, dès lors que la preuve en sera établie", fait, selon lui, partie des procédés de manipulation et d'infiltration déployés par le pouvoir qui a fait "du RCD, ces dernières années, la cible privilégiée de sa machine infernale", clamera le premier responsable du Rassemblement pour la culture et la démocratie qui s'est dit convaincu que "ce 3^e congrès fera probablement franchir un cap qualitatif au combat démocratique dans notre pays", affichant par là, la volonté du RCD d'incarner le changement et l'espoir d'une alternative démocratique. "Ce 3^e congrès ne sera pas seulement un moment de fête pour les militants et sympathisants du parti, c'est aussi un moment de grande espérance pour tous les patriotes algériens", fera remarquer le patron du RCD pour qui "le régime algérien est en train de mal terminer un parcours historique; il est en phase terminale". Il souhaitera, a contrario, que ce rendez-vous organique de son parti "constitue l'occasion de renouer avec le congrès de la Soummam et de ses valeurs politiques". Le président du RCD brossera un tableau peu glorieux de la situation politique du pays qualifiée "d'impasse grave", caractérisée par : "Les scandales financiers qui éclaboussent les institutions et touchent à la crédibilité de la nation; ce qui reste de l'engagement des citoyens qui se sont levés pour défendre leur patrie et leurs

familles, au moment où le régime commence à être défaillant devant la menace intégriste; la délinquance qui fait front avec le terrorisme..." Une liste non exhaustive, selon lui, de faits puisés dans l'actualité pour justifier ce constat et qui fera dire à Saïd Sadi : "C'est un moment grave pour la nation".

Indiquant qu'il y a une pression politique qui s'exerce sur la Kabylie où "les institutions sont asservies et mises au service de sa déstructuration", l'orateur estimera que son parti est capable de cristalliser les compétences et les potentialités que recèle cette région. "Le RCD peut être l'épicentre de gravité de la reconstruction d'une région capitale pour le pays", dira Saïd Sadi qui conditionnera ce sacerdoce qu'il assigne à sa formation politique par l'obligation de la réussite "de la mobilisation de notre potentiel", et surtout par le devoir "d'amplification de nos rangs", une formule qui peut se traduire comme un appel du pied et une perche tendue aux compétences politiques pour rejoindre le RCD afin de "pouvoir amorcer une dynamique démocratique pour le pays", dira Saïd Sadi qui s'est dit désolé du fait que "d'autres formations politiques sont malheureusement dans la difficulté. La formule assortie du vocable "malheureusement" est à décoder comme une allusion on ne peut plus franche, évoquant la crise actuelle que traverse le FFS.

S. A. M.

REUNION DES AROUCH
A SEDDOUK

Béjaïa et Boumerdès favorables à une participation aux élections

Les animateurs s'exprimant au nom de la structure de l'interwilayas du mouvement citoyen engagée dans la négociation avec le pouvoir ont observé une réunion dans la commune de Seddouk jeudi dernier. Au terme de leur rencontre, les participants n'ont pas visiblement réussi à accorder leurs violons quant à une éventuelle participation directe du mouvement citoyen aux prochaines consultations électorales. En effet, si les deux délégations de Béjaïa et Boumerdès semblent avoir définitivement tranché leur position en faveur d'un engagement dans la bataille électorale, les autres coordinations ont réclamé un temps de réflexion jusqu'au prochain conclave de la même structure des arouch programmé pour ce 22 février. Aussi, les participants à la rencontre de Seddouk ont convenu de la mise sur pied d'une commission de réflexion chargée d'examiner "minutieusement la question et d'arrêter la position du mouvement par rapport aux prochaines consultations électorales sur lesquelles les arouch comptent peser lourdement", a-t-on déclaré. Par ailleurs, le bilan du dialogue pouvoir-arouch a été également abordé à Seddouk. Un bilan des plus pessimistes a été établi par les conclavistes qui ont estimé que "seuls 20% des accords conclus avec le gouvernement ont trouvé un début de concrétisation sur le terrain. Les autres engagements sont restés au stade de promesses", ont regretté les animateurs de la structure de l'interwilayas. Aussi, ces mêmes participants ont décidé de la nécessité de "l'institution d'une commission de suivi des accords négociés avec des représentants de l'Etat", a-t-on encore soutenu.

S'agissant de la récente offre de Belkhadem pour la poursuite des négociations, les délégués présents à Seddouk n'ont pas manqué de faire le lien entre l'appel de l'actuel chef du gouvernement et les prochaines élections électorales.

A. Kersani

EN PREVISION DES PROCHAINES ELECTIONS

Louisa Hanoune revendique le gel des projets de loi touchant à l'économie

C'est par une conférence de presse animée par la secrétaire générale du Parti des travailleurs (PT) que s'est achevée, hier, la session extraordinaire du comité central de ce parti dont un congrès extraordinaire est prévu pour l'année en cours.

Saïda Azzouz - Alger (Le Soir) - Cette rencontre, qui s'est déroulée sur deux jours au centre de repos de la Mutuelle générale des travailleurs des matériaux de construction à Zeralda, a été consacrée à l'examen du bilan financier et moral de l'année 2006 et au programme d'action de l'année en cours. Un programme construit autour des prochaines élections communales et législatives. Des échéances vers lesquelles le parti de Louisa Hanoune «regarde» avec plus de sérénité et d'assurance, selon la secrétaire générale du PT qui rappelle les conditions particu-

Hanoune, toujours aussi prolixes quand il s'agit d'aborder les sujets relatifs à la privatisation, l'industrialisation et l'économie, préconise que tous les projets de loi et toutes les décisions sclérotées et anti-nationales soit gelés. «Il n'est pas normal qu'à quelques semaines des élections on fait passer des lois qui ont un impact direct sur le citoyen.» Il est inconcevable selon Louisa Hanoune que «l'on continue ainsi» et elle en appelle au président de la République pour stopper «le chaos» en abrogeant la loi sur la privatisation adoptée en 1995 par le CNT. «Une loi doublement illégitime.» Elle affirme que rien n'empêche le chef de l'Etat de légiférer par ordonnance pour corriger, entre autres, les erreurs de quelques ministres zélés qui émergent à la

Banque mondiale et au FMI. Des ministres dont elle conteste la gestion à chaque fois que l'occasion lui est donnée. Comme lors de toutes ses sorties médiatiques, Chakib Kheili et Abdelhamid Temmar ont eu pour leur «grade», mais elle n'a pas manqué cette fois d'épingler Mohamed Maghlaoui en citant le cas des ministres qui ont des «complexes de colonisés». «Voilà un ministre des Transports qui a décidé de concéder aux étrangers la gestion. Un peu comme si les Algériens étaient incapables de gérer le tramway, le métro ou encore le péage sur les autoroutes (...).» Elle rappellera, en répondant à une question relative au «scandale» Khalifa, comment la compagnie nationale aérienne a failli disparaître. «Qui a obligé Air Algérie à

signer une convention à Khalifa ? Qui a pris la décision de laisser Khalifa Airways exploiter les lignes intérieures. Si la justice va au fond de ce dossier, elle aura le nom du ministre qui en est à l'origine.» Revenant sur le procès de la caisse centrale de Khalifa, elle réaffirme que le scandale est politico-financier et qu'il n'en est qu'à ses premières retombées. «Il faut juger ceux qui nous ont bassinés avec leur économie de marché. Je rappelle que

Benachenhou, qui aujourd'hui se dit contre les banques privées, voulait la mort des banques publiques en se cachant derrière l'orientation politique.» Louisa Hanoune, qui considère que l'Etat était absent quand Khalifa «s'imposait partout», s'offusque du fait qu'aujourd'hui 9 banques font l'objet de procès alors que le ministre des Finances décide d'ouvrir le capital du CPA à hauteur de 51%.

S. A.

CONDOLEANCES

C'est avec une immense douleur que M. Ammar Khelifa et M. Lakhdar ont appris le décès du frère de leur ami Abdelghani Lakehal Ayat. En cette douloureuse circonstance, ils présentent à leur ami et à toute sa famille leurs condoléances les plus attristées et les prient de trouver ici l'expression de leur profonde sympathie.

Que Dieu accueille le défunt en Son Vaste Paradis.